

**BOYCOTT !**  
**UNE PROFESSION HUMILIEE, EXPLOITEE, UBERISEE !**  
**UN PUBLIC TROMPE !**  
**UNE OPINION MANIPULEE !**

**Paramédicalisation et paupérisation à Marche forcée :**

En plusieurs communiqués et réunions, le SNP a signifié son refus du projet de remboursement des consultations de psychologues par le gouvernement.

Suite à l'allocution, jugée scandaleuse, de M. Macron, nous avons immédiatement signifié la suspension des négociations au Délégué Ministériel de la Santé et demandé des clarifications.

Le SNP dénonce :

- ✪ Le mépris affiché à l'encontre des psychologues : la mise en place de dispositifs qui ne tiennent pas compte des manifestations et des propositions des psychologues
- ✪ La volonté injustifiée d'emprise médicale, une paramédicalisation au mépris des réalités professionnelles.
- ✪ La paupérisation orchestrée de la profession
- ✪ Et le manque de respect du public.
- ✪ Nous dénonçons une référence exclusive aux Recommandations HAS sous forme d'obligations avec une référence exclusive sans pluralisme.

La publication du contenu de l'amendement ministériel au PLFSS (Projet de Loi sur le Financement de la Sécurité Sociale) ne fait que confirmer l'obstination du gouvernement.

***NOUS REITERONS NOTRE OPPOSITION, LA RUPTURE EN L'ETAT DES NEGOCIATIONS ET L'APPEL AU BOYCOTT.***

Le texte du PLFSS est voté à l'Assemblée Nationale le vendredi 22 octobre 2021, tard le soir, par les députés de la majorité.

De plus, du fait du Ségur, l'humiliation salariale des psychologues est flagrante.

Aucune organisation ou syndicat, se voulant représentative de la profession et digne de ce nom, ne peut valider un tel texte ni accepter des négociations dans ce cadre.

Il ne peut être question de brader ainsi la profession et la livrer pieds et poings liés au Ministère des Solidarités et de la Santé.

**Un effet d'annonce politique**

- ↪ La mise en avant du remboursement masque l'insuffisance des recrutements dans les institutions qui offraient auparavant l'accès gratuit aux consultations psychologiques.
- ↪ Le libéral va devenir une offre à bas coût au prix du démantèlement du service public.
- ↪ Un effet d'annonce fait sur le dos des psychologues mis au pain sec et à l'eau.
- ↪ Contrairement à certains propos, le psychologue libéral n'obtiendra pas un salaire décent, n'aura pas les garanties du salariat en cas d'arrêts de travail, sera sous le poids des charges, ne bénéficiera que d'une chiche retraite. Une misère assurée pour la plupart.
- ↪ Un jeu de leurre dans le financement puisque la consultation financée 30 euros correspond à 18 euros (CNAM) + 12 euros (complémentaires). Cela représente un coût pour l'assurance maladie moins important que les expérimentations et un désengagement des mutuelles (que nous avons convaincus par le passé sur un accès direct et un tarif décent de 60 euros cf. communiqué du 30/04/2021)